

LE “NON” ET LE PROJET DE L’EUROPE

Luiz Carlos Bresser-Pereira

Website, 21.06.05

Le projet de l’Europe est en question depuis le “non” des Français et des Hollandais. L’actuel président de l’Union européenne, Jean-Claude Juncker (Luxembourg) n’a pas de demi-mots: “l’Europe n’est pas en crise, elle est en crise profonde”. Pour beaucoup de personnes, le refus à une constitution, qui réunirait des traités antérieurement signés, a signalé l’échec du projet européen, ou au moins, un grave recul. Cependant, pour la plupart des Français et Hollandais qui ont dit non, et pour les Américains et les Anglais qui en ont célébré le résultat, cela a été une victoire. La signification du mot “victoire” est très différente pour les deux groupes, mais il ne sera possible de comprendre ce qui se passe que si nous comprenons ce que c’est le “projet de l’Europe”.

Comme cela s’est passé pour le non, nous pouvons aussi attribuer beaucoup de significations envers le projet de l’Europe. Nous pouvons penser que, lorsque la France et l’Allemagne se sont réunies, elles avaient comme principal but la paix. Ou bien que, lorsque les six premiers pays ont célébré leur premier traité, ils ne faisaient que constituer un marché commun. Cependant, il y avait un but qui n’est pas clairement exprimé, mais qui est le principal pour les fondateurs de l’Union européenne: construire un État plurinational. Lorsque l’on crée un parlement européen, lorsque l’on crée l’euro comme monnaie commune, lorsque l’on cherche à approuver une constitution, lorsque l’on parle d’une confédération, voire d’une fédération européenne, c’est à un État plurinational que l’on pense; un État plurinational qui se transforme graduellement en un État nation.

Ce projet n’est pas explicité par les dirigeants politiques parce qu’il peut blesser les sentiments nationalistes des électeurs, mais c’est un fait que, à partir de l’extraordinaire réussite de l’Union européenne, une conscience nationale européenne s’est constituée. Cela est arrivé à mesure que l’union des pays européens se révélait une expérience historique unique et incroyablement réussie – la plus grande expérience d’ingénierie démocratique dont on a des nouvelles dans l’histoire de l’humanité.

Les États nation sont des constructions historiques qui ont peu de naturel. Une langue commune ne les constitue même pas nécessairement. Il suffit de voir la Suisse ou la Belgique. Et ils ne sont pas vraiment homogènes du point de vue ethnique, comme les États-Unis ou le Brésil le démontrent. Ce sont, cependant, des

groupes sociaux et politiques qui partagent un destin commun, et qui sont fiers de se constituer en une nation. Plusieurs fois, ils partagent aussi une longue histoire de conflits – mais de conflits qui à la fin ont été surpassés par les accords. Dans le processus de constitution de l'État nation, en beaucoup de cas un groupe déterminé ou une région déterminée se superpose initialement aux autres – l'Angleterre, en Grande-Bretagne, l'Île-de-France, en France, Castela, en Espagne – mais à la fin, c'est la participation volontaire de tous ce qui va constituer la nation. De la même façon, les conflits de classe et d'ethnie sont inévitables dans ces sociétés, mais, lorsqu'il s'agit de définir la nation pour qu'elle puisse être en compétition dans l'économie mondiale, l'accord de classes ou la solidarité nationale prévaut.

Le projet de l'Europe des fondateurs est donc celui de construire un État plurinational tendant à un État nation. Cela ferait-il du sens dans l'économie mondiale? L'idéologie mondialiste, qui vient principalement de Washington et de New York, dit naturellement que non, que nous vivons dans un monde sans frontières... Que les États nation ont perdu de l'importance. En vérité, la mondialisation se caractérise, essentiellement, par la compétition, sinon la rivalité économique, entre les nations. Les grands pays ne se menacent plus par des guerres, comme il arrivait dans le système de l'équilibre de pouvoirs et de la Guerre Froide, mais ils sont implacablement en compétition sur le plan économique. Les Européens le savent bien, d'où leur projet.

Il est évident que ce projet n'intéresse pas les États-Unis, qui depuis la fin de la Guerre Froide s'auto définissent comme puissance hégémonique, et voient en l'Europe leur principal concurrent. Plus récemment aussi la Chine assume ce rôle; pourtant, tandis que dans ce pays cette condition dépend du développement du propre pays, en Europe cela dépend de la constitution de l'unité politique. Les Américains se sentent menacés en permanence par la perte de l'hégémonie politique, et y réagissent de façon correspondante à travers toute une série de stratégies, dont l'une, c'est celle d'avoir des alliés dans la respective région: contre la Chine, le Japon; contre l'Europe, la Grande-Bretagne.

Dans un article de 1996, le scientifique politique conservateur et nationaliste Samuel Huntington a signalé ce fait. Les réactions de réjouissance de *The Economist* au non français et hollandais, pourtant, c'est la démonstration la plus claire de ce que j'affirme. Selon cette revue, dans le numéro du 2 juin, "c'est peut-être du manque de tact de le signaler, mais le rejet par la France de la constitution de l'Union européenne, c'est sous plusieurs aspects, un triomphe de la Grande-Bretagne. Il y a au moins 50 ans, les Britanniques ont eu deux principaux buts par rapport à l'Europe. Le premier a été celui d'empêcher l'effort dans la direction de l'union politique européenne; le second, celui d'empêcher la domination franco-allemande de la politique européenne". Il n'est pas possible d'être plus clair.

Et quelle est-elle la stratégie pour atteindre ces deux buts-là ? La revue britannique n'a pas de doute: l'élargissement de l'Union européenne. Pourquoi? Parce que de cette manière elle perd la relative homogénéité qu'il faut pour la formation d'une union politique. Un État nation se construit à partir de la diversité, mais d'une diversité contrôlée. Avec l'admission récente des pays du Lest européen, l'Union européenne a affaibli la possibilité de réaliser le projet européen. L'admission projetée de la Turquie en serait le coup définitif. En échange de l'élargissement du marché, l'on était en train de rater la possibilité de la réelle union.

Les électeurs français et hollandais, d'une façon ou d'une autre, ont réalisé ce fait, et ont donné leur cri d'alerte. Est-ce que les élites européennes seront capables de les entendre, ou est-ce qu'elles demeureront subordonnées au *soft-power* américain, comme il arrive avec les élites latino-américaines? Et, partagées par le "non" au lieu d'unies par le projet? J'ai la tendance à croire à la seconde alternative. Les Européens sont en train de construire une société politique et culturellement avancée, comme il n'y a pas d'égal dans le monde. Et il y a longtemps qu'ils aperçoivent que les États-Unis représentent une menace concrète à cette œuvre. Pour cela, ils parlent souvent de la possibilité d'une "Europe à deux vitesses", de la constitution d'un noyau réellement européen dans l'Union Européenne. Jürgen Habermas, dans un article récent (*Folha de S. Paulo* (12.06.05), en commentant les deux "non", a observé que le traité de Nice (articles 43 et 44) prévoit la possibilité qu'au minimum huit membres établissent entre eux une "coopération renforcée". L'issue pourra être dans une solution de ce genre. Selon le signale le philosophe, "huit États-membres ne pourraient pas comprendre un tel processus comme de l'exclusion, mais uniquement comme une invitation à prendre position devant un approfondissement énergiquement commencé de définissent européenne et éventuellement y additionner des forces". Ce sera probablement en adoptant des mesures dans cette direction que l'Europe pourra surmonter le problème causé par l'élargissement, et reprendre son projet.

*Traduit du portugais du Brésil par Danielle Ortiz
Blanchard.*